

*Affaires courantes*

suis passé au Canada, le gouvernement a joué dans les livres et manipulé les chiffres pour se libérer de l'engagement historique en faveur du développement régional.

Il a modifié la formule de calcul du système de financement des programmes établis qui sert à déterminer les montants transférés aux provinces pour des programmes comme la santé afin que les habitants de toutes les provinces, que ce soit Terre-Neuve, la Colombie-Britannique, l'Alberta ou la Nouvelle-Écosse, les provinces riches ou les provinces pauvres, aient accès à des soins de qualité comparable. Nous croyions qu'il s'agissait là de programmes fondamentaux, du ciment qui gardait le Canada uni.

Qu'a fait le gouvernement? Parce qu'il a modifié la formule de calcul des coûts partagés, les hôpitaux de la Nouvelle-Écosse ont perdu 111 millions de dollars en 1992 seulement.

Pour l'enseignement postsecondaire, nous avons un programme de transfert de fonds qui doit permettre à toutes les provinces d'offrir un enseignement postsecondaire de qualité. Les conservateurs ont changé la formule.

En 1992, la Nouvelle-Écosse a reçu 46 millions de moins. Pour l'amour de Dieu, nous sommes une province de 900 000 habitants seulement. Notre assiette fiscale diminue. Le groupe d'en face a détruit notre industrie des pêches. Il a causé une récession qui a laissé la Nouvelle-Écosse avec le plus haut taux de faillite de son histoire.

En 1991, à cause des politiques économiques du gouvernement conservateur, nous avons eu dans la province une faillite commerciale ou personnelle pour 305 habitants.

Les conservateurs ont ravagé les industries axées sur les ressources au Canada atlantique. Pourtant, chaque fois que la question est soulevée ici, ils nient les faits et disent à tout le monde que la situation va s'améliorer.

• (1950)

Pensons au chômage. Il y a cinq longues années, le gouvernement a dupé la population, a été élu et a promis de régler le problème fondamental que connaît notre pays: il a dit qu'il redonnerait des emplois aux Canadiens. Allez dire cela aux habitants de North Preston, dans ma circonscription. Allez dire cela aux habitants d'Eastern Passage. Allez dire cela aux habitants du Cap-Breton et

de Terre-Neuve, où le taux de chômage atteint jusqu'à 40 p. 100.

Dites-leur à quel point les politiques de ce gouvernement étaient meilleures. Dites-leur que le pays sera en meilleure posture à la fin de la présente législature qu'il ne l'était au début. Ils vous diront que les cinq dernières années ont été des années de désespoir. Les Canadiens ont perdu espoir que demain soit un jour meilleur.

Il y a, dans ma circonscription, des étudiants d'université dont les parents, qui n'avaient jamais été mis à pied, se retrouvent aujourd'hui sans emploi. Le pécule qu'ils avaient amassé pour faire face à des temps plus difficiles a disparu. Ces étudiants ne peuvent pas fréquenter les universités, car la politique économique du gouvernement fédéral a fait grimper les frais de scolarité à un niveau excessif.

Que fait le gouvernement? Propose-t-il des programmes pour redonner du travail aux Canadiens? Se penche-t-il sur les problèmes économiques provoqués par les mesures qu'il a adoptées? Non. Au moins à trois reprises, le gouvernement s'en est pris aux chômeurs au lieu de s'attaquer au chômage. Il a même déclaré: «Si vous n'avez pas d'emploi, Jacques, c'est votre problème. Vous cherchez probablement à exploiter le système.»

Les tout derniers changements que le gouvernement a tenté de faire adopter auraient réduit le montant des prestations de même que la période pendant laquelle les chômeurs peuvent toucher les prestations, et ce, au beau milieu de la pire récession de notre histoire. Toutefois, le nombre de semaines de travail qu'il faut avoir accumulé pour pouvoir toucher des prestations d'assurance-chômage a, quant à lui, augmenté.

Bref, c'est aux plus pauvres d'entre les pauvres et aux plus démunis d'entre nous que le gouvernement a refilé la note de sa politique économique démentielle.

La dette nationale a atteint de nouveaux sommets. Les gens d'en face ne savent tout simplement pas compter. Aux prochaines élections, les conservateurs de ma circonscription vont probablement présenter un candidat qui dira: «Donnez-nous une autre chance. Nous réussirons cette fois. Nous savons maintenant comment juguler la dette.» Si un de mes électeurs s'était trompé aussi souvent que les conservateurs en dressant son budget, il serait acculé à la faillite. Voilà ce qui se produirait.

La dette nationale est un véritable scandale, mais ce qui est encore plus scandaleux, c'est que le gouvernement ait absolument refusé, après avoir infligé quatre